

Ministrie van Buitenlandse Zaken
Overdracht van de overdracht van de Tunesische
gen, heeft de eer haar mede te delen dat de Tunesische
ng akkoord gaat om de over te dragen maandelijkse bedragen
jaargelden op lonen als volgt aan te passen :

Voor de Belgische onderdanen wier gezin in Tunesië verblijft
overdracht slaan op 50 pct. van het nettobasisloon met een
id van 150 dinar.

Voor de Belgische onderdanen wier gezin in het buitenland
igt zal de overdracht slaan op 50 pct. van het nettobasisloon
r plafond.

Ministerie van Buitenlandse Zaken stelt voor dat deze nota
st bevestigend antwoord van de Belgische regering dat de
ssade haar zal doen toekomen, zullen beschouwd worden als
koord der beide regeringen over dit punt.

akkoord wordt van kracht op dezelfde datum als de Alge-
Overeenkomst betreffende de Sociale zekerheid, ondertekend
is op 29 januari 1975. »

Ambassade van België verklaart zich akkoord met de inhoud
eze nota die de goedkeuring van de Belgische Regering weg-
t.

Ambassade neemt deze gelegenheid te baat om aan het Minis-
terie van Buitenlandse Zaken de hernieuwde verzekering harer bij-
re hoogachting te betuigen.

nis, 3 maart 1975.

het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Tunis

(Zegel.)

ord tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Rege-
g van de Republiek Tunesië, inzake co-produktie van films,
terekend te Tunis op 11 maart 1976

De Regering van het Koninkrijk België
en

De Regering van de Republiek Tunesië,

ield door de wens om de samenwerking tussen de Belgische
Tunesische filmindustrie, de uitwisseling en de distributie
haar films te ontwikkelen, en ervoor bezorgd de realisatie
produktie van films die door hun artistieke en technische
teiten het prestige van beide landen kunnen dienen, te bevor-

Zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1

productiefilms waarop dit Akkoord van toepassing is, worden
de autoriteiten van beide landen als nationale films
ouwa.

genieten van rechtswege de voordelen die hieruit voort-
en krachtens de bepalingen van kracht in ieder land of die
iden kunnen worden uitgevaardigd.

ze voordelen worden slechts verkregen door de producer van
ind dat ze toekent.

realisatie van films in co-produktie tussen beide landen
door de bevoegde autoriteiten van beide landen worden
gekeurd.

zijn :

België : de Administratie van de Handel van het Ministerie
Economische Zaken, na overleg met de Algemene Adminis-
s van de Cultuur;

Tunesië : de filmafdeling van het Ministerie van Culturele
n.

Artikel 2

de voordelen van de co-produktie te kunnen genieten,
en de co-producers het bewijs te leveren dat zij over de nodige
ciële middelen beschikken om de produktie van hun films
en goed eind te brengen.

transfert des cotisations, à l'honneur de lui faire part de l'accord
du Gouvernement tunisien pour adapter comme suit les montants
des transferts mensuels à titre d'économies sur salaires :

— Pour les ressortissants belges dont la famille réside en Tunisie,
le transfert portera sur 50 pour cent du salaire de base net avec
un plafond de 150 dinars.

— Pour les ressortissants belges dont la famille continue à rési-
der à l'étranger, le transfert portera sur 50 pour cent du salaire de
base net sans plafond.

Le Ministère des Affaires étrangères propose que la présente
note et la réponse confirmative du Gouvernement belge que l'Ambas-
sade voudra bien lui adresser constitueront l'accord sur ce point
entre les deux Gouvernements.

Cet accord entrera en vigueur à la même date que la Conven-
tion générale de Sécurité sociale, signée à Tunis le 29 jan-
vier 1975. »

L'Ambassade de Belgique marque son accord sur le contenu de
ladite note qui rencontre l'agrément du Gouvernement belge.

L'Ambassade saisit cette occasion pour renouveler au Ministère
des Affaires étrangères l'assurance de sa très haute considération.

Tunis, le 3 mars 1975.

Au Ministère des Affaires étrangères

Tunis

(Sceau)

Moniteur belge du 23/10/1976

Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le
Gouvernement de la République Tunisienne sur la coproduction
en matière de cinématographie, signé à Tunis le 11 mars 1976

Le Gouvernement du Royaume de Belgique

et

Le Gouvernement de la République Tunisienne,

Désireux de développer la coopération entre leurs industries
cinématographiques, l'échange et la distribution de leurs films, et
soucieux de favoriser la réalisation en coproduction de films sus-
ceptibles de servir, par leurs qualités artistiques et techniques, le
prestige des deux pays,

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les films réalisés en coproduction et admis au bénéfice du pré-
sent accord seront considérés comme films nationaux par les Auto-
rités des deux pays.

Ils bénéficieront de plein droit des avantages qui en résultent
en vertu des dispositions en vigueur ou qui pourraient être édi-
tées dans chaque pays.

Ces avantages seront acquis seulement au producteur du pays
qui les accordera.

La réalisation de films en coproduction entre les deux pays
devra recevoir l'approbation des autorités compétentes des deux
pays, à savoir :

en Belgique : La Direction générale du Commerce du Ministère
des Affaires économiques après consultation des Administrations
générales de la Culture;

en Tunisie : La division du cinéma du Ministère des Affaires
culturelles.

Article 2

Pour être admis aux bénéfices de la coproduction, les copro-
ducteurs devront prouver qu'ils disposent des moyens financiers
nécessaires pour mener à bonne fin la production du film.

Les films devront être réalisés par des metteurs en scène, techniciens et artistes qui possèdent la nationalité tunisienne ou belge ou qui résident dans l'un des deux pays.

Toutefois, il pourra aussi être fait appel pour ces différentes fonctions à des ressortissants des pays avec lesquels une des parties contractantes a signé un accord de coproduction.

En ce qui concerne les ressortissants des autres pays, leur participation pourra être exceptionnellement admise, après accord entre les Autorités des deux pays, lorsqu'il s'agit d'interprètes de réputation internationale, compte tenu de l'importance et des exigences du rôle envisagé, ou d'auteurs de films et collaborateurs principaux, compte tenu des exigences du film.

Article 3

Les prises de vues des films de coproduction devront avoir lieu sur le territoire de l'un ou des deux pays contractants.

Toutefois, des dérogations pourront être admises de commun accord si l'action du film et les conditions techniques de sa réalisation l'exigent ou si le film est réalisé en coproduction avec un pays tiers, lié par un accord de coproduction avec la Tunisie ou la Belgique.

Article 4

Tout film de coproduction devra comporter deux négatifs, au moins un négatif et un contretype. Chaque coproducteur sera propriétaire d'un négatif ou d'un contretype et aura le droit de s'en servir pour tirer un autre contretype ou des copies, et en avisera préalablement son partenaire. De plus, chaque producteur aura le droit d'utiliser le négatif original, conformément aux conditions prévues entre les coproducteurs eux-mêmes.

Sauf dispositions différentes convenues entre les partenaires, les moyens techniques (studios et laboratoires), utilisés pour les films de coproduction visés au présent accord sont obligatoirement ceux de l'un des deux pays signataires. Il en sera de même pour toutes les copies de films de coproduction destinées à l'exploitation dans l'un des pays.

Article 5

Les films devront être produit dans les conditions suivantes :

La proportion des apports respectifs des producteurs des deux pays pourra varier de 30 à 70 pct. par film et la participation minoritaire ne pourra être inférieure à 30 pct. du coût de production du film; la participation technique et artistique de chacun des pays devra intervenir dans la même proportion que les apports financiers. En tout état de cause, la participation technique et artistique devra comporter au minimum un technicien, un interprète d'un rôle principal et un interprète d'un rôle secondaire de la nationalité du pays qui a la participation financière minoritaire.

Toutefois, chaque film devra comporter l'emploi d'un réalisateur tunisien ou d'un réalisateur belge.

Des dérogations exceptionnelles aux dispositions de l'alinéa précédent pourront être admises conjointement par les autorités compétentes des deux pays.

Pour le personnel technique autre et pour le personnel d'exécution, les coproducteurs devront faire appel, si possible, à une majorité de collaborateurs du pays où se déroulent les prises de vues.

Dans des cas exceptionnels, la participation minoritaire pourra être ramenée à 20 pct. avec l'accord des autorités compétentes des deux pays.

Article 6

La répartition des recettes s'effectue dans le monde entier, Tunisie et Belgique comprises, au prorata des apports financiers des deux pays.

Les clauses des contrats prévoyant la répartition entre les coproducteurs des recettes et des marchés devront être approuvées par les autorités compétentes des deux pays. Dans le cas où le

goedgekeurd. Ingeval het co-produktiecontract in een schappelijke markt voorziet, worden de ontvangste nationale markt eerst na aftrek van de door de auto het land verleende subsidies of premies in de pool ge

Ieder co-producer verbindt zich ertoe, in elk van beide machtingen voor het draaien van de film en voorfers ingevolge de uitvoering van dit akkoord voorbeogde autoriteiten te bekomen.

Artikel 7

De titels, de annonce-film en de reclame van in gerealiseerde films worden voorgesteld met de vermeisch-Tunesische co-produktie of Tunesisch-Belgische co

Deze films worden op internationale filmfestivals door de co-producerende landen in gemeen overleg met voorgesteld.

Behoudens andersluidende gezamenlijk overeengekomen, worden deze films door het land van de major producer voorgesteld.

Films met gelijke participatie worden voorgesteld door waarvan de regisseur een onderdaan is.

Artikel 8

Vergunningsaanvragen vergezeld van de co-produktie alsook een dossier omvattend een uitgebreid scenario, van overdracht van auteursrechten, het ontwerp van contract aangegaan tussen de co-producerende maatschappijen een bestek en een gedetailleerd financieringsplan, de personen die deel uitmaken van de technische en artiesten van beide landen en tenslotte, een werkplan voor dezenlijking van de film, moeten ten laatste zestig (60) de aanvang van de cameraopnamen van de film worden

Alle faciliteiten worden verleend voor het verkeer blijf van het artistiek en technisch personeel dat aan de van deze films medewerkt, alsmede voor de tijdelijke en de wederuitvoer uit ieder land van het voor de productie van de co-produktiefilm benodigde materiaal (technisch materieel, kostuums, decoronderdelen, reisbaar, enz.).

Contracten afgesloten tussen de producere van beide landen in overeenstemming met de bepalingen van dit akkoord geldig wanneer de autoriteiten van beide landen goedkeurd.

Artikel 9

De autoriteiten van beide landen onderzoeken welwillend per geval, de co-produktie van kwaliteitsfilms door België in samenwerking met landen waarmee een van produktieakkoorden heeft aangegaan.

In dat geval dient de minoritaire participatie van een minste 20 pct. te bedragen.

Artikel 10

Onder voorbehoud van de geldende wetten en worden de verkoop, de invoer en de exploitatie van de enkelijke co-produktiefilm of van een kopie daarvan, het om een lange of een korte film gaat, aan generelijker onderworpen.

Ieder contractorende partij verleent alle mogelijkheid voor de verspreiding op haar grondgebied van de nationaal van het andere land.

De vereffening van de ontvangsten verbonden aan stemming met het onderhavig akkoord gerealiseerde films wordt niet aangetast door de opzegging van dit geschiedt in voorkomend geval volgens de voorwaarden tens de bepalingen van artikel 6, vooraf zijn vastgesteld.

Artikel 11

Een gemengde commissie samengesteld uit ambtenaren kundigen van de ondertekende landen, zal tot taak moeilijkheden voortspruitend uit de toepassing van de te onderzoeken en op te lossen en een eventuele herziening van het akkoord te bestuderen.

Tijdens de duur van dit Akkoord komt deze commissies in Tunesië en in België bijeen op verzoek van de contractorende partijen.

d. Ingeval het co-productiecontract in een gemeente markt voorziet, worden de ontvangsten van elke markt eerst na aftrek van de door de autoriteiten van beide landen verleende subsidies of premies in de pool gebracht. producer verbindt zich ertoe, in elk van beide landen gingen voor het draaien van de film en voor geldtransfert de uitvoering van dit akkoord vooraf van de autoriteiten te bekomen.

Artikel 7

, de annone-film en de reclame van in co-produktie de films worden voorgesteld met de vermelding : Belgo-tunisische co-produktie of Tunisisch-Belgische co-produktie.

ms worden op internationale filmfestivals door een van luerende landen in gemeen overleg met het andere d.

ns andersluidende gezamenlijk overeengekomen bepaalden deze films door het land van de majoritaire coproductie.

net gelijke participatie worden voorgesteld door het van de regisseur een onderdaan is.

Artikel 8

ningsaanvragen vergezeld van de co-productieprojecten n dossier omvattend een uitgebreid scenario, een bewijsdrach van auteursrechten, het ontwerp van co-productie-aangetrouwde tussen de co-producerende maatschappijen, k en een gedetailleerd financieringsplan, de lijst van de die i uitmaken van de technische en artistieke ploeg, de beide landen en tenslotte, een werkplan voor de verwezenlijking van de film, moeten ten laatste zestig (60) dagen vóór van de cameraopnamen van de film worden ingediend.

iliciteiten worden verleend voor het verkeer en het ver- het artistiek en technisch personeel dat aan de productie films medewerkt, alsmede voor de tijdelijke invoer in eideruitvoer uit ieder land van het voor de verwezenlijking van de co-productiefilm benodigde materiaal (filmbanden, materieel, kostuums, decoronderdelen, reclamemate-

cien afgesloten tussen de producers van beide landen enstemming met de bepalingen van dit akkoord, zijn geldig wanneer de autoriteiten van beide landen ze hebben gekeurd.

Artikel 9

toriteiten van beide landen onderzoeken welwillend, geval al de co-productie van kwaliteitsfilms door Tunesië en in samenwerking met landen waarmee een van beide co-akkoorden heeft aangetrouwde.

geval dient de minoritaire participatie van een land tegen 10 pct. te bedragen.

Artikel 10

voorbehoud van de geldende wetten en reglementen de verkoop, de invoer en de exploitatie van de oorspronkelijke coproductiefilm of van een kopie daarvan, ongeacht of een lange of een korte film gaat, aan generlei beperkingen open.

contracterende partij verleent alle mogelijke faciliteiten verspreiding op haar grondgebied van de nationale films andere land.

ereffening van de ontvangsten verbonden aan in overeenkomst met het onderhavig akkoord gerealiseerde co-productie wordt niet aangetast door de opzegging van dit akkoord en vindt in voorkomend geval volgens de voorwaarden die kracht bepalingen van artikel 6, vooraf zijn vastgesteld.

Artikel 11

gemengde commissie samengesteld uit ambtenaren en deskundigen van de ondertekende landen, zal tot taak hebben de konden voortspruitend uit de toepassing van dit akkoord erzoeken en op te lossen en een eventuele herziening van koord te bestuderen.

ens de duur van dit Akkoord komt deze commissie beurte in Tunesië en in België bijeen op verzoek van een der contracterende partijen.

contrat de coproduction prévoit la mise en commun des marchés, les recettes de chaque marché national ne seront affectées au pool qu'après déduction des aides financières ou primes allouées par les Autorités du pays.

Chaque coproducteur s'engage, dans chacun des deux pays, à obtenir au préalable des autorités compétentes toutes autorisations de tournage et de transfert de fonds impliquée par l'exécution de l'Accord.

Article 7

Les génériques, les films-annonces et le matériel publicitaire des films réalisés en coproduction devront être présentés avec la mention : « coproduction belgo-tunisienne », ou « coproduction tuniso-belge ».

Les films sont présentés aux festivals internationaux de commun accord par l'un ou l'autre des pays coproducteurs.

Sauf dispositions différentes convenues de commun accord, ces films seront présentés par le pays du coproducteur majoritaire.

Les films à participation égale seront présentés par le pays dont le metteur en scène est ressortissant.

Article 8

Les demandes d'autorisation accompagnées des projets de coproduction devront être déposées au moins soixante (60) jours avant le début des prises de vues des films, ainsi qu'un dossier comportant un scénario détaillé, un document concernant la cession des droits d'auteur, le projet de contrat de coproduction passé entre les sociétés coproductrices, un devis et un plan de financement détaillé, la liste des personnes composant les équipes techniques et artistiques des deux pays et enfin un plan de travail de film.

Toutes facilités seront accordées pour la circulation et le séjour du personnel artistique et technique collaborant à la production de ces films ainsi que pour l'entrée temporaire et la réexportation, dans chaque pays, du matériel nécessaire à la réalisation du film de coproduction (pellicules, matériel technique, costumes, éléments de décor, matériel de publicité, etc.).

Tous les contrats conclus entre les producteurs des deux pays, conformément aux dispositions du présent accord, ne seront valables qu'après autorisation desdites autorités.

Article 9

Les autorités des deux pays examineront favorablement, cas par cas, la réalisation en coproduction de films de qualité entre la Tunisie et la Belgique et les pays avec lesquels l'une ou l'autre sont liées respectivement par des accords de coproduction.

Dans un tel cas la participation minoritaire d'un pays ne pourra être inférieure à 20 pct.

Article 10

Sous réserve des lois et règlements en vigueur, la vente, l'importation et l'exploitation des films réalisés en coproduction, qu'ils soient de long ou de court métrage, en version originale ou en version doublée, ne seront soumises, de part et d'autre, à aucune restriction.

Chaque partie contractante accordera toutes les facilités possibles pour la diffusion, sur son territoire, des films nationaux de l'autre partie.

La liquidation des recettes afférentes à des films coproduits, conformément au présent accord, n'est pas affectée par la dénonciation de cet accord et se produit, dans ce cas, dans les conditions préalablement arrêtées en vertu des dispositions de l'article 6.

Article 11

Une commission mixte composée de fonctionnaires et d'experts des pays signataires aura pour mission d'examiner et de résoudre les difficultés d'application du présent accord et d'en étudier la révision éventuelle.

Pendant la durée du présent accord, cette commission se réunira alternativement en Tunisie et en Belgique, à la demande de l'une des parties contractantes.

Article 12

Le présent accord entrera en vigueur le jour de sa signature.

Il est conclu pour une période de deux années à dater de son entrée en vigueur. Il est renouvelable pour des périodes identiques, par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des parties contractantes, trois mois avant son échéance.

Fait à Tunis le 11 mars 1976, en deux exemplaires originaux, chacun rédigé en langues française et néerlandaise. A défaut de concordance entre les textes en langues française et néerlandaise, le texte en langue française seul fera foi.

Pour le Gouvernement
du Royaume de Belgique,
André Bayot,

Ambassadeur de Belgique.

Pour le Gouvernement
de la République Tunisienne,
Mahmoud Messadi,
Ministre
des Affaires culturelles.

Conformément aux dispositions de l'article 12, § 1er, cet Accord est entré en vigueur le 11 mars 1976.

MINISTÈRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Arrêté royal portant commission d'un colonel aviateur au grade de général de brigade aviateur

RAPPORT AU ROI

Sire,

J'ai l'honneur de soumettre à la Haute Approbation de Votre Majesté la désignation du colonel aviateur Wouters, A.L.J., pour exercer les fonctions de « Commander of the Combat Operations Center » au Quartier Général de la Deuxième « Allied Tactical Air Force » à la date du 13 septembre 1976.

Ces fonctions de par leur importance justifient que l'officier qui en a la charge soit revêtu d'un grade d'officier général.

S'il plaît à Votre Majesté de donner l'approbation sollicitée, je joins un projet d'arrêté commissionnant l'officier intéressé au grade de général de brigade aviateur, pour la durée de sa mission, dans le cadre des dispositions de l'arrêté royal du 7 avril 1959.

J'ai l'honneur d'être

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de la Défense nationale,

ANDEN BOEYNANTS

28 SEPTEMBER 1976

Koninklijk besluit houdende aanstelling van een kolonel in de graad van brigadegeneraal-vlieger (

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen,

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht medische dienst en der reserveofficieren van alle landmachten en van de medische dienst, gewijzigd bij de 28 juni 1960, van 26 juli 1962, van 23 juni 1964, van 26 november 1964, van 26 november 1970 en van 27 oktober 1973 en van 13 juli 1976, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 april 1959 bestaand en de bevordering der beroepsofficieren, gewijzigd koninklijk besluit van 28 december 1960, van 7 januari 3 november 1964, van 26 november 1970 en van 27 oktober 1973 en van 13 juli 1976, inzonderheid op artikel 14;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 betreffende de administratieve- en begrotingscontrole;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, de 15 september 1976;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1.

Luchtmacht

Kolonel vlieger Wouters, A.L.J., wordt op datum van 13 september 1976, voor de duur van zijn opdracht, aangesteld in de graad van brigadegeneraal-vlieger om de functie van « Commander of the Combat Operations Center » bij het Hoofdkwartier Tweede « Allied Tactical Air Force » uit te oefenen.

Art. 2. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 september 1976.

BOUDEWIJN

Van Konings

De Minister van Landsverdediging

P. V.

(1) Verwijzingen naar het Belgisch Staatsblad :

Wet van 1 maart 1958, Belgisch Staatsblad van 15 maart 1958;

Wet van 28 juni 1960, Belgisch Staatsblad van 15 juli 1960;

Erratum : Belgisch Staatsblad van 21 juli 1960;

Wet van 26 juli 1962, Belgisch Staatsblad van 11 augustus 1962;

Wet van 23 juni 1964, Belgisch Staatsblad van 30 september 1964;

Wet van 27 december 1973, Belgisch Staatsblad van 25 februari 1974;

Wet van 13 juli 1976, Belgisch Staatsblad van 11 augustus 1976;

Koninklijk besluit van 7 april 1959, Belgisch Staatsblad van 16 april 1959;

Koninklijk besluit van 28 december 1960, Belgisch Staatsblad van 6 januari 1961;

Koninklijk besluit van 5 oktober 1961, Belgisch Staatsblad van 7 oktober 1961;

Koninklijk besluit van 7 januari 1964, Belgisch Staatsblad van 21 januari 1964;

Koninklijk besluit van 3 november 1964, Belgisch Staatsblad van 18 november 1964;

Koninklijk besluit van 26 november 1970, Belgisch Staatsblad van 5 januari 1971;

Koninklijk besluit van 27 maart 1974, Belgisch Staatsblad van 12 april 1974.